

Initiatives

Pour lutter contre la désindustrialisation

Le combat des villes moyennes

Le diagnostic est largement partagé à droite comme à gauche : la France doit faire face depuis trente ans à la désindustrialisation de ses territoires. Un déclin qui a mobilisé la **Fédération** des maires des villes moyennes, regroupée mi-novembre à Paris, appelant à des stratégies locales de politique industrielle.

A lors que le groupe PSA a annoncé la suppression de 5 000 postes en 2012, l'industrie française a perdu 36 % de ses effectifs, soit 1,9 million d'emplois entre 1980 et 2007, selon la direction générale du Trésor (ancienne DGTPE).

Sans surprise, la région Nord-Pas-de-Calais paie le plus lourd tribut. Un déclin industriel qui touche désormais l'Île-de-France. Incapables de compenser leurs pertes d'emplois industriels par des emplois tertiaires, Gennevilliers, Poissy, Mantes-la-Ville ou encore Persan atteignent désormais un stade critique, soulignent dans leur étude *Le Journal du Net* et l'Insee. Dans le même temps, la Lorraine subit depuis trois ans sa plus grave crise économique depuis 1930, affichant un PIB en recul de 2,1 % en 2009 selon le rapport présenté au conseil économique, social et environnemental de la région.

Renforcer les pôles de compétitivité

Au terme de onze mois d'enquête, le sénateur de Haute-Garonne



THOMAS COEY/AFIP

Alain Chatillon. Sénateur UMP de Haute-Garonne.

Alain Chatillon (UMP) a présenté un diagnostic sans appel dans son rapport sur la désindustrialisation

des territoires : « On a perdu 700 000 emplois dans l'industrie en dix ans. On est resté sur des produits de première

transformation sans aller vers ceux qui ont une valeur ajoutée par la recherche et l'innovation. » Il déplore : « On n'a pas su protéger nos brevets et notre savoir-faire, depuis quinze-vingt ans la France s'est désindustrialisée », estimant encore que « depuis de Gaulle il n'y a pas eu de

services vers l'industrie, ou encore définir une stratégie européenne harmonisée. Le sénateur (PS) du Doubs Martial Bourquim, président de la mission, regrette néanmoins que les propositions n'aillent pas plus loin en instaurant notamment une « sécurité sociale

« ON N'A PAS SU PROTÉGER NOS BREVETS ET NOTRE SAVOIR-FAIRE »

Alain Chatillon

plan industriel digne de ce nom et toujours pas de compréhension du monde industriel par les pouvoirs publics et les banquiers. »

Ses dix-sept propositions visent notamment à promouvoir une culture industrielle, intensifier la recherche et l'innovation, instaurer un plan d'action pour les PME/TPE industrielles, renforcer les pôles de compétitivité, faciliter le financement de l'industrie, la création d'entreprises innovantes, redéployer les allègements de charges sur les bas salaires des

professionnelle », et en encourageant le développement de l'industrie verte, « l'industrie de demain ». « Il faut donner du souffle. On a tout misé sur les champions du CAC 40, derrière il y a tout un tapis impressionnant de TPE et de PME qui n'ont pas accès au crédit. »

Confrontée à une forme d'impuissance face au phénomène de désindustrialisation renforcé par la crise financière, la France serait prisonnière d'une pensée unique qui prônerait le choix du développement des services au détriment de

l'industrie. « *Le temps de la délocalisation à tout-va doit être derrière nous. Nous devons bâtir une industrie moderne faite de recherche et développement, faire en sorte que l'industrie ne soit pas une vieilleries mais quelque chose de très moderne* », plaide Martial Bourquin. Et d'élargir le débat idéologique et économique sur le terrain de l'opposition droite-gauche : « *C'est le refus d'innover qui nous a amenés à éviter certaines productions et à délocaliser, et non pas le coût du travail.* »

Apporter une réponse territoriale à la compétition mondiale

Pour endiguer le phénomène, le député radical de Seine-et-Marne, Yves Jégo, a présenté au printemps le label « Origine France Garantie ». Une marque de fabrication réservée aux produits intégralement conçus en France et dont 50 % de la valeur ajoutée est française. L'initiative, reprise cet automne par François Bayrou, est destinée à « *favoriser le maintien des savoir-faire sur le territoire, voire les relocalisations* ». De leur côté, les régions parient sur des opérations séduction à l'image des « semaines de l'industrie », la Franche-Comté développant pour sa part des formations qualifiantes. « *Je veux que la France reste une nation industrielle forte. Je veux qu'elle garde des usines, des ouvriers* », lançait Nicolas Sarkozy à l'occasion de l'installation des commissaires à la réindustrialisation en 2009.

Une démarche dont l'action reste néanmoins limitée.

Soucieux de renforcer l'attractivité des villes moyennes, leur président, Christian Pierret, a dévoilé à Paris un ensemble de mesures à même de dynamiser les territoires. Outre le renforcement des liens entre les industries et l'enseignement supérieur, la Fédération des maires des villes moyennes (FMVM) préconise de favoriser le développement des réseaux des PME et des filières de formation. « *Il faut aussi miser sur les schémas d'accessibilité des villes moyennes, qu'il s'agisse des infrastructures de transports et de très haut débit, ou de celles des services. Et assurer la mise en cohérence des dispositifs d'État, qu'il s'agisse de pôles de compétitivité, d'excellence ou encore de clusters* », ces derniers regroupant entreprises et institutions locales afin d'apporter une réponse territoriale face à la compétition mondiale. « *Les villes moyennes sont conscientes de l'importance primordiale du poids et du dynamisme de l'industrie dans leur dynamique urbaine. Elles souhaitent affirmer leur responsabilité dans la réindustrialisation de la France* », avance encore Christian Pierret. Certaines villes ont ainsi parfaitement opéré leur mutation. En Vendée, la ville des Herbiers, très dépendante de l'industrie au début des années 1980, a su augmenter le nombre de ses emplois industriels mais aussi développer d'autres




JEAN-CHRISTOPHE VERHAGEN/AFAP

Christian Pierret. Le président de la Fédération des maires de villes moyennes propose un ensemble de mesures pour renforcer les liens entre l'industrie et l'enseignement supérieur.

secteurs d'activités. Une métamorphose économique encore bien réelle à Auch, à Épinal, à Quimper ou encore à Chambéry et Nevers.

Même en déclin et distancée par l'Allemagne, l'industrie française reste toutefois bien ancrée dans les territoires, principalement à l'Ouest et au Sud, aidée parfois

par les investissements d'avenir comme en Midi-Pyrénées, en Rhône-Alpes et en Île-de-France. Pour Laurent Beauvais, président (PS) de la région Basse-Normandie, « *la solution à la réindustrialisation pourrait passer à l'avenir par le développement de l'économie sociale et solidaire, source d'ancrage territoriale fort.* »  Ludovic Bellanger

Cherche politique de la Ville désespérément

Élus, associations, universitaires et entreprises ont dénoncé le désengagement de l'État à l'occasion des 2^{es} assises de la politique de la Ville, organisées à Amiens.

Le constat est sévère. Depuis la désignation du premier ministre de la Ville, Michel Delebarre, en 1990, l'État n'est pas parvenu à définir une politique globale et durable en faveur notamment des banlieues. En vingt ans, la politique de la Ville aurait aussi souffert de lourdes incohérences. Gilles Demailly, président d'Amiens Métropole, déplore « *la multiplication des dispositifs, le manque de financements du droit commun, la situation alarmante dans laquelle se trouve l'ensemble des quartiers prioritaires et les interrogations de beaucoup quant à l'avenir même d'une politique vitale pour la cohésion de nos territoires* ».

Dans la Somme, les acteurs de la politique de la Ville ont dénoncé la baisse des crédits et l'abandon du plan Marshall promis par Nicolas Sarkozy. « *Force est de constater que l'État se désengage*

progressivement des actions spécifiques, mais également du droit commun. » Ils estiment encore : « *La révision générale des politiques publiques a des effets catastrophiques dans la mise en œuvre des politiques d'éducation, de santé, de lutte contre le chômage ou encore de sécurité.* »

« Une jachère invraisemblable »


Alors que le ministre de la Ville, Maurice Leroy, a confirmé la mise en place d'un second plan national de rénovation urbaine (PNRU 2), les participants ont jugé qu'il « *ne peut à lui seul changer en profondeur les quartiers* », dont il s'attache à améliorer l'aspect sans prendre en compte une dimension sociale. « *Nous ne pouvons que regretter l'absence de moyens suffisamment ambitieux mis en place par l'État pour lutter durablement contre les phénomènes de ghettoisation.* »



DAVID FRITZ/AFP

Claude Dilain. Pour le maire PS de Clichy-sous-Bois, la politique de la Ville est dans « une jachère invraisemblable ».

Pour Claude Dilain, président de l'association des maires Villes et banlieues de France, « la politique de la Ville est dans une jachère invraisemblable ». Le sénateur (PS) de mettre en garde : « C'est un abandon, et quand on est abandonné, on cherche d'autres identités », en ajoutant que les collectivités n'ont pas les moyens financiers de se substituer à l'État dans ses missions régaliennes.

« La question du pilotage de la politique de la Ville se pose toujours alors qu'aucun changement notable n'est signalé depuis un an », constate par ailleurs François Goulard, député (UMP) du Morbihan, dans son rapport sur le projet de loi de finances pour 2012. Et d'observer : « La politique de la Ville [qui toucherait huit millions de personnes et 2 500 quartiers, ndlr] reste à la recherche d'une meilleure efficacité. »  L.B.

Un troisième mandat pour Jacques Pélissard

Le député-maire de Lons-le-Saunier a été réélu pour trois ans président de l'Association des maires de France. Il l'a emporté face au socialiste André Laignel par 64,11 % des voix.

Quel bilan tirez-vous de ce congrès après votre réélection ?

Les maires ont adhéré au projet proposé avec une AMF unie et forte. Je suis porteur de cette volonté de rassemblement et d'unité. L'AMF se trouve ainsi renforcée. C'est la première fois que je suis réélu avec 64 % des suffrages, y compris dans ma ville. Les maires, dans un contexte d'inquiétude, ont manifesté leur confiance en un homme et la confiance dans leur institution, qui a la capacité d'être une véritable force de proposition. Notre démarche se veut constructive et nous ne faisons pas de politique politicienne.

Quelles seront vos priorités pour ce nouveau mandat de trois ans ?

À court terme il y a d'abord la proposition de loi sur l'achèvement de la carte communale. Il faut que les choses se décentent et François Fillon m'a confirmé



PIERRE VERDY/AFP


Jacques Pélissard. Réélu président de l'Association des maires de France. Ici avec Jean-Pierre Bel, président du Sénat.

que cela viendrait bientôt en débat. Il y a aussi un gros dossier qui me passionne et qui est également une démarche transversale.

C'est la future agence de financement de collectivités. Il faut continuer à pousser les feux. C'est une démarche essentielle en 2012. Cette agence de financement ne demandera pas la garantie de l'État. Mais, en revanche, elle sera essentielle pour compléter l'offre des banques.

Le bureau doit à présent désigner le futur secrétaire général et les vice-présidents ?

Nous avons un bureau qui se réunit bientôt et il y aura l'élection notamment des vice-présidents et du secrétaire général. Je suis pour le pluralisme au sein de l'AMF. La sensibilité de gauche sera bien sûr représentée à 50 %. Le poste de secrétaire général et de trésorier reviendront à la sensibilité de gauche. La cohabitation est nécessaire pour faire vivre l'AMF.

 **Propos recueillis par Joël Genard**

En bref

« LES MOIS DE L'EMPLOI » À AUBERVILLIERS

Formation coaching, recrutement, Aubervilliers et la communauté d'agglomération Plaine Commune se mobilisent autour de l'emploi. De l'information sur les filières porteuses et les dispositifs d'accompagnement à la mise en relation avec des entreprises qui embauchent, l'opération menée pendant quatre mois vise à toucher tous les publics, notamment les plus en difficulté, à savoir les jeunes et les seniors.

UN CENTRE CULTUREL DU VIN À BORDEAUX

Le futur centre culturel et touristique dédié au vin devrait voir le jour en 2014 sur les bords de la Garonne. Le projet, dévoilé par Alain Juppé, sera consacré aux civilisations du vin « dans leur universalité et leur diversité ». La cathédrale des vignobles à la croisée du parc à thème et du musée comprendra notamment un parcours multisensoriel, une exposition permanente et des modules dédiés au goût et à la viticulture.

DES SUPÉRETTES À LA POSTE

Casino ouvrira début 2012 une cinquantaine de supérettes dans d'anciens centres de distribution contigus aux bureaux de poste, dans les villes de moins de 12 000 habitants. Le partenariat, d'une durée de cinq ans, permettra à La Poste de « dynamiser

les territoires et d'améliorer l'offre de services et l'attractivité des centres-villes ». Une démarche qui pourrait constituer une alternative à la fermeture des bureaux de poste en milieu rural souvent dénoncée.

MÉTÉO FRANCE LANCE LA VIGILANCE « VAGUES- SUBMERSION »

Après la tempête Xynthia, Météo France a mis en place une nouvelle vigilance «vagues-submersion» afin de mieux anticiper les montées extrêmes du niveau de la mer et de renforcer la protection des populations. « L'information est un maillon essentiel de la prévention des risques naturels », a souligné Nathalie Kosciusko-Morizet. Le dispositif d'alerte s'accompagne également de consignes de comportements destinées à faciliter l'organisation des secours.

TOULOUSE TESTE L'AUTOPARTAGE

Les agents de la communauté urbaine du Grand Toulouse expérimentent depuis cet automne un nouveau mode d'autopartage via le téléphone portable et une application Intranet. L'initiative servira d'expérience pour un élargissement aux entreprises de l'agglomération. L'objectif du dispositif autopartage@toulouse est de faciliter l'utilisation des véhicules en autopartage, en mêlant deux nouvelles technologies : la RFID (Radio Frequency Identification) et le NFC (Near Field Communication).